

Je me demande si quelqu'un a jamais songé sérieusement à lancer un défi aux jeunes en les invitant à participer, grâce à une aide fédérale, à une activité en rapport avec leur propre avenir. J'aimerais voir une sorte de conférence nationale, de type «rock», à thème religieux, sur l'emploi, ou que sais-je encore. Il faudrait de la part du gouvernement fédéral une sorte d'encouragement, de participation, de financement, qui permettent à des milliers de nos jeunes, non pas quand le problème devient urgent, mais à un moment opportun, de se réunir et de faire des suggestions sur ce que, de leur avis, on pourrait faire pour remédier à l'état de chômage qui les accable. Je sais que le Conseil canadien du développement social engage beaucoup de jeunes pour faire ses relevés. D'autre part, on n'a jamais donné aux jeunes l'occasion de se réunir en nombres suffisants pour représenter toutes les provinces, et de vraiment consacrer du temps à présenter des suggestions sur leur propre avenir.

Trop souvent les hommes politiques comme nous, députés, et même le ministre chargé des questions de la jeunesse, que nous ne voyons jamais ici—comment s'appelle-t-il? J'ai oublié. Oh, oui, le secrétaire d'État (M. Pelletier), le roi de Perspectives-Jeunesse. J'aurais aimé que le secrétaire d'État fût ici aujourd'hui. Je sais que mon collègue de l'autre côté, l'éminent ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Mackasey) reviendra participer au débat d'ici quelques minutes. Le gouvernement met aussi dans l'enceinte un autre poids lourd, le député de York-Simcoe (M. Roberts). Je parle très sérieusement. Je voudrais que le gouvernement fédéral lance aux jeunes le défi de venir ici à Ottawa, de Saint-Jean (Terre-Neuve), de Vancouver ou d'ailleurs, pour discuter de leurs problèmes pendant quelques jours. Ils ont peut-être toutes sortes d'idées qui nous sont en réalité encore inconnues.

Je me souviens qu'il y a quelques semaines un groupe de jeunes Torontois sont venus à mon bureau. Ils représentaient des groupes divers ayant bénéficié de subventions dans le cadre du programme d'initiatives locales. Ils ont exposé de nombreux projets. Je dois admettre que, les ayant écoutés quelques minutes ou une demi-heure, j'en ai appris, sur les problèmes des jeunes, bien plus que je n'en apprendrais d'un député en six ans. Pourquoi ne lançons-nous pas un tel défi à nos jeunes? Nous pourrions leur annoncer la convocation d'un congrès, et réunir les représentants des universités, des écoles, des fédérations de tout genre, des associations, pour discuter de leurs problèmes. Nous obtiendrions peut-être ainsi quelques renseignements, car, j'en suis convaincu, avant que le premier ministre et le secrétaire d'État résolvent le problème du chômage chez les jeunes, nous serons plus près de 1980 que de 1970.

• (1540)

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, la motion présentée par l'honorable député d'Yorkton-Melville (M. Nystrom) est très sérieuse, puisqu'elle a trait à un problème qui semble insoluble. Au fait, nous en

entendons parler depuis plusieurs années, sans qu'on n'ait jamais trouvé de solution.

La situation dans laquelle les jeunes de moins de 25 ans doivent vivre présentement n'est pas trop rose ni trop intéressante à constater. Nous entendons des gens dire que les jeunes d'aujourd'hui ne veulent plus travailler, et que c'est la raison pour laquelle ils sont dans une situation aussi malheureuse.

Monsieur l'Orateur, les jeunes d'aujourd'hui sont nos enfants, tout comme nous étions hier les enfants de nos parents, et ils ne sont pas tellement différents de ce que nous étions. Ils n'ont pas changé, mais les conditions de vie ont toutefois changé. Il y a 25 ans, il était relativement facile de trouver un emploi; aujourd'hui, le nombre des jeunes étant peut-être dix fois plus grand, il existe un surplus de main-d'œuvre jeune dans notre pays. Que des jeunes ne veulent pas travailler, cela n'est pas nouveau; il y en a toujours eu. Il n'y a pas que les jeunes de 20 ou 25 ans qui ne veulent pas travailler. Au fait, certaines gens de 40, 50 ou 55 ans préfèrent recevoir des allocations de bien-être social plutôt que de travailler. Ils ne sont pas tellement meilleurs que les jeunes de 20 ou 22 ans.

Monsieur l'Orateur, je remarque cependant, au cours de mes tournées au Canada, que les jeunes sont intéressés à leur pays, qu'ils sont intéressés à s'intégrer à la société canadienne, s'ils en ont les moyens, s'ils ont la permission de le faire. C'est justement cette permission-là qu'on ne trouve pas.

Tantôt, le motionnaire disait que 250,000 jeunes de moins de 25 ans sont en chômage. Il s'agit là pourtant de jeunes aptes à travailler et qui cherchent des emplois permanents. A ce moment-ci de l'année, 1,400,000 étudiants demandent la permission de travailler pendant les mois d'été, afin de pouvoir poursuivre leurs études à l'automne, et l'honorable secrétaire d'État (M. Pelletier) a présenté, après les fêtes de Noël et du Nouvel an, le programme «Perspectives-Jeunesse» pour venir en aide aux jeunes étudiants et aux jeunes chômeurs.

Ces temps-ci, nous recevons des lettres du secrétariat d'État,—ce n'est pas moi qui les écris, mais nous les recevons—à l'effet qu'on a reçu 19,000 demandes sérieuses et qu'on en a accepté à peu près 3,000. Environ 16,000 projets présentés en vertu du programme «Perspectives-Jeunesse» n'ont pas été acceptés. Il n'y a pas une journée, je crois, où un député fédéral ne reçoive pas un appel téléphonique de sa circonscription de quelqu'un demandant la «reconsidération» d'un projet présenté aux mois de janvier, février ou mars, projet qu'on a refusé parce qu'il comportait l'affectation d'une trop grande somme d'argent à l'achat de matériaux, parce qu'on a dépassé les limites du budget prévu, etc. On ne peut plus faire réviser aucune demande car la caisse est «défoncée». Le ministre dit: Nous n'avons plus d'argent. Mais les jeunes sont encore là. Comme l'indiquent bien les lettres reçues, ces projets sont sérieux et valables, et ils aideraient les jeunes. Malheureusement, nous n'avons pas les moyens financiers de les réaliser.

Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas de me faire dire que nous n'avons pas les moyens financiers d'aider les jeunes. Ils constituent l'avenir du Canada, et l'on n'a pas le droit de jouer avec l'avenir du pays. Nous avons le devoir de bâtir l'avenir et de ne pas jouer avec lui.